

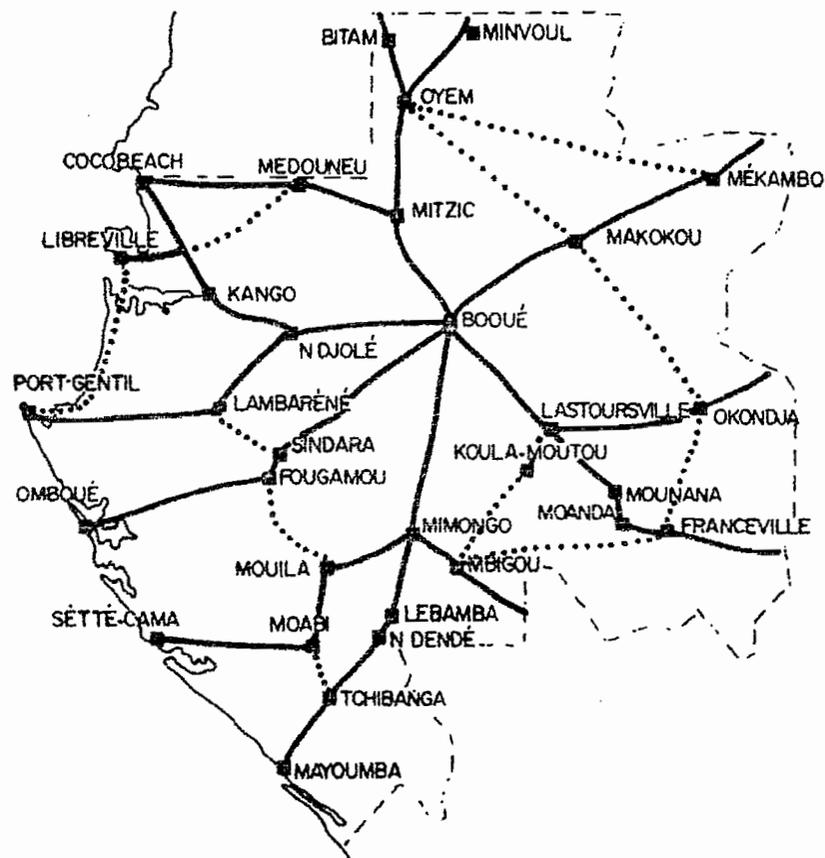
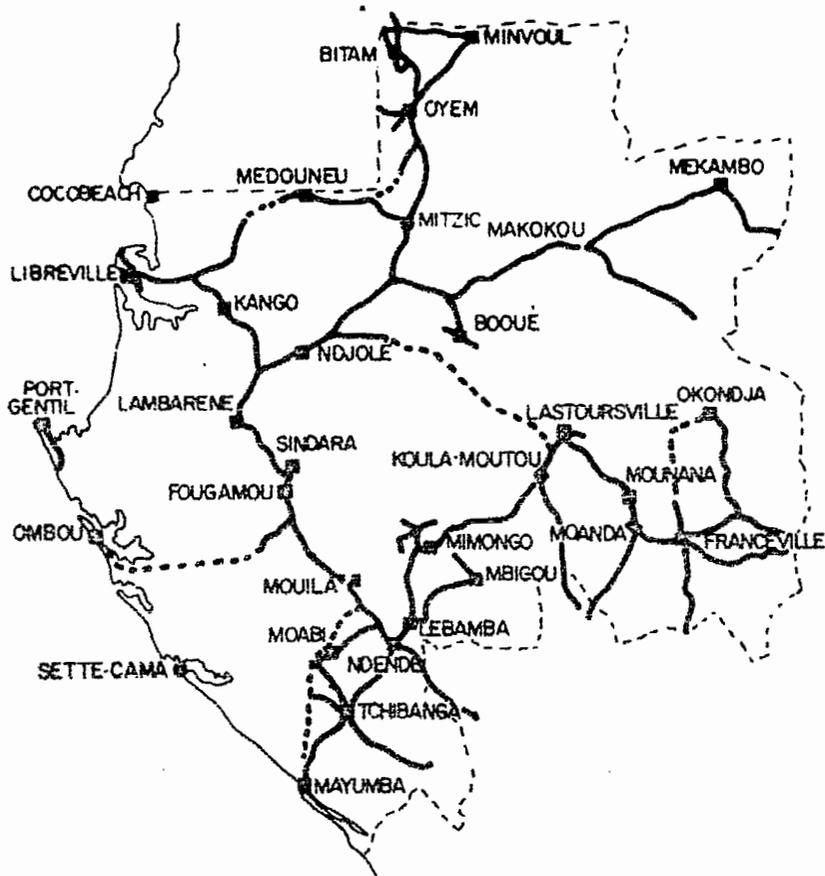
P R O L E G O M E N E S

A TOUTE EVOLUTION SOCIO-ECONOMIQUE DU MONDE RURAL

DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

ET PARTICULIEREMENT EN AFRIQUE INTERTROPICALE

Réseau Routier actuel du Gabon: Réseau amorphe résultant d'un réseau primitivement en éventail, caractéristique des capitales excentriques



THEORIE DES VILLES-RELAIS : essai de développement

- A développer dans un 1er temps : Booué, Franceville, Makokou ou Mekambo, Mouila, Oyem ; Mayumba
- A développer dans un 2e temps : Lambaréne après déplacement vers Isaac ; Koula-Moutou ou Lastoursville ; Medouneu ; Minvoul (à déplacer vers l'est) ; Ndjolé (à déplacer vers les péninsulaires) ; Bitam

Essai de réalisation d'un Réseau Etoilé en République Gabonaise: Plan à réaliser en deux temps principaux: - 1e temps: routes nationales (tracé plein) - 2e temps: routes départementales (pointillé), concentriques ou circulaires; leur nombre est fonction de la densité démographique.

- N.B. 1) aucune ville, aucun centre administratif n'est ici déplacé
 2) Booué, capitale idéale.
 3) Condition «sine qua non» de l'efficacité d'un tel réseau: une FORTE DECENTRALISATION, dès le départ, afin d'enrayer tout exode rural.

PROLEGOMENES
A TOUTE EVOLUTION SOCIO-ECONOMIQUE DU MONDE RURAL
DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
ET PARTICULIEREMENT EN AFRIQUE INTERTROPICALE

INTRODUCTION

Les rapports entre l'homme et la terre dans les pays en voie de développement socio-économique ont fait l'objet de plusieurs publications. Et chacune de ces publications s'efforce de présenter un point de vue toujours nouveau, abstraction faite des différences d'optiques selon que l'auteur est ou philosophe, ou anthropologue, ou géographe, ou sociologue, ou économiste, ou agronome, ou historien, ou ethno-historien, ou juriste, ou psychologue de la vie sociale, ou nutritionniste etc... - de formation. Aux différences d'optiques nées de la formation de départ de l'auteur s'ajoute cette autre différence d'optique, révélatrice des thèmes principaux et de la mentalité "scientifique" ou de l'époque ou du siècle, d'une part, du degré atteint par la culture, la science et la technique, d'autre part : les travaux sur l'homme et la terre écrits il y a trente ans et plus sont nettement différents de la littérature scientifique publiée sur le même thème depuis la fin de la deuxième guerre mondiale ; nous irons même plus loin et affirmerons que l'optique (ou les optiques)

des années 1950 est (sont) bien différente(s) de celle(s) des années 1960 et de celle(s) des années 1968. Dernière série de différences d'optiques : l'optique de ceux qui regardent de "dedans" le problème (chercheurs ayant oeuvré sur le terrain pendant des années, dans le tiers-monde) (1), et l'optique de ceux qui le regardent de "dehors" et dont les travaux, utiles pour l'avancement de la science et pas toujours pour la progression économique des pays concernés, sont notamment éclectiques.

Cette littérature scientifique, abondante depuis notamment une décade, et qui depuis 1946 environ résulte de travaux de terrain bien menés n'a cependant pas permis un "décollage" harmonieux des pays du tiers-monde malgré les sérieux efforts réalisés en matière de paysannats, de coopératives agricoles, d'animation rurale etc... Et l'écart entre pays en retard et pays avancés ne cesse de se creuser. Une question alors se pose : pourquoi ce quasi-échec des différents efforts réalisés pour faire démarrer les pays sous-développés ? De nombreuses réponses ont été formulées et nous pensons spontanément à celles que renferme une étude aussi complète que "ESSAI SUR LES LIGNES PRINCIPALES DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE AFRICAIN ET SUR LES OBSTACLES QUI LE FREINENT" de René DUMONT (2).

Notre point de vue est le suivant :

- les rapports entre l'homme et la terre et le développement socio-économique qui leur est concomitant sont freinés en Afrique noire par
 - a/ - le traumatisme dont souffre le mental du paysan ;
 - b/ - le comportement d'aucuns étrangers face à la dignité de la personne humaine en milieu rural,
 - c/ - la tendance, chez grande partie de l'élite intellectuelle africaine (anciens universitaires et diplômés de grandes écoles), à rechercher les grandes villes et, de préférence, la capitale,
 - d/ - l'infécondité "congénitale" de l'infrastructure matérielle héritée de la colonisation par chacun des jeunes Etats de l'Afrique actuelle.

Notre conclusion peut ainsi se résumer :

- rien de réellement substantiel et harmonieux et durable ne

pourra être réalisé tant que lesdits handicaps n'auront pas été éliminés.

X
X X

1er POINT : LE TRAUMATISME DU PAYSAN

De l'abondante littérature relative au développement du tiers-monde nous écarterons tous les travaux du siècle dernier et de grande partie de la première moitié du siècle, dont "l'optique, comme le dit bien A. FOUILLEE, consistait alors à étudier la valeur respective des peuples d'après leurs éléments ethniques..." (3). En effet, pour les auteurs d'une pareille optique, l'homme primitif dont les descendants ne peuplent que les pays sous-développés, - l'homme de certains pays sous-développés de la zone intertropicale donc, convient-il de dire pour être plus près de notre sujet, n'a pu et ne peut, dans ses rapports avec la terre, atteindre quelque développement socio-économique, réaliser une progression appréciable que, soit dans la mesure où son sang a été fertilisé par un sang étranger : khamite, caucasien etc... ; soit, alors, dans la mesure où son intelligence a été éclairée, guidée, aidée - peu importe ici le synonyme que l'on préférera utiliser - par l'intelligence conceptualisante et fécondatrice de l'homme de race pure.

Un ouvrage illustre hautement cette optique : "Races of the Africa". En effet, tout au long de ce dernier, choisi ici comme concrétisation d'une telle mentalité, tout ce qui, en Afrique intertropicale, révèle quelque ingéniosité, quelque industrie, quelque finesse, est ou considéré ou soupçonné comme, soit emprunté, soit dû à des civilisations chamitiques, ou bien alors purement et simplement mis en question et relégué parmi ces faits qui témoignent de "l'exagération qui s'exprimait dans les anciens récits" (4).

Cette perception est une conséquence de la régression

ou tout au moins de la stagnation, par la traite et par la colonisation, du niveau technique et culturel atteint par l'Afrique médiévale au XVIème siècle. Des recherches telles celles de G. BALANDIER sur la vie quotidienne au royaume de Kongo (4 bis), de P. MERCIER sur le Bénin (5), de R. CORNEVIN sur l'Afrique noire en général (6), VANSINA sur les royaumes des savanes sud-équatoriales (7)...retracent avec clarté le niveau de croissance socio-économique avancé pour l'époque et les rapports homme-terre nullement minces atteints au Moyen-Age par l'Africain intertropical des grandes villes-métropoles d'alors. Cheikh Anta Diop dans "l'Afrique Noire Pré-coloniale" affirme que, si certaines zones d'Afrique intertropicale "vivaient encore "dans une organisation clanique à peine ébranlée et assouplie" (8), d'autres zones de cette même Afrique telle, v. g., "une agglomération comme Ghana, où il est permis de supposer que... l'organisation tribale avait complètement cédé la place aux exigences "de la vie urbaine" (9), avaient connu un stade d'évolution qui ne le cédait en rien aux états les plus avancés de l'Europe (10). J. KI-ZERBO, de son côté, écrivait en 1960 : "N'oublions pas "qu'au XIVème siècle, l'Afrique Noire avait des systèmes étatiques "aussi élaborés que ^{ceux} de l'Occident - et, au moment même où l'Europe "occidentale semblait dans les affres de la guerre de Cent ans, "fleurissait sur les bords du Niger un grand empire négro-africain : "le Mali" (11).

L'unanimité peut, somme toute, se faire autour de cette conclusion, tirée par R. CORNEVIN, et qui indique qu'un écart séparait alors du développement socio-économique de l'Europe le degré d'évolution économique-sociale de l'Afrique intertropicale d'alors, et que - et c'est là le point capital de cette affirmation - CET ECART ETAIT MINIME (12).

Avec la découverte de l'Amérique et la traite qui s'ensuivit, après une certaine croissance due à des échanges commerciaux européen-africains ayant pour traits principaux la complémentarité et la reconnaissance réciproque de la

souveraineté des parties en présence - croissance faible et qui ne durera pas pour certains pays plus d'un ou deux siècles, le développement socio-économique subira un arrêt et même une régression. Le processus de développement socio-économique de l'époque médiévale, constitué et caractérisé par une déséthnisation progressive c'est-à-dire un brassage progressif des ethnies procédant par des lignes plus ou moins concentriques au rayon progressivement plus grand à partir de chaque métropole autochtone d'alors, fit un tête-à-queue brutal. A l'instar d'une sensitive, l'homme intertropical se recroquevilla sur lui-même : la peur devint, comme l'a bien exprimé J. KI-ZERBO, "une des dimensions de l'âme nègre" (13). Alors commença un processus de reéthnisation (retribalisation, préféreraient dire d'aucuns) ; de détechnisation ; un mouvement de revanche de "l'homme ancien" sur "l'homme nouveau" ; la mentalité rurale submergea et absorba la mentalité citadine ; l'ethnisme et sa cohésion groupale redevinrent maîtres. La civilisation s'ouvrant le céda à l'antique civilisation close alors en voie de résorption. "L'écart entre les civilisations africaine et européenne, minime au Moyen-Age, va, ainsi que l'écrit Cornevin, "s'aggraver à un point tel que les Européens du XIXème siècle "trouveront normal et naturel de s'emparer de la quasi-totalité du continent africain..." (14).

Les rapports entre l'homme et la terre connaîtront leur moment le plus critique pendant la période coloniale qui s'achève avec la fin de la deuxième guerre mondiale. En effet, la formation de l'homme intertropical sera presque exclusivement axé vers l'obtention d'employés et commis de bureau, d'"écrivains" (15). La stratification socio-économique et socio-culturelle qui en découla déboucha vers la distinction de deux sortes d'individus : l'alphabétisé destiné aux fonctions sociales les plus nobles, les plus éclatantes (dans le sens strict du terme) ; l'analphabète, voué, par un destin nouveau, aux fonctions les plus méprisées, agraires notamment. Un renversement des valeurs ancestrales était opéré. Un monde nouveau était créé, ainsi stratifié : à son sommet l'"écrivain", suivi de l'enfant écolier ; enfin, le paysan ébahi devant la génération de l'apprenti-sorcier

qu'est l'écolier (16). Le traumatisme né de la période de la traite ira diminuant chez les scolarisés, et croissant dans le monde rural, augmentant ainsi le discrédit infligé depuis quelque 400 ans au labour agricole. Le niveau de vie du monde rural demeurera, grosso modo, stationnaire ; celui du monde urbain et semi-urbain évoluera positivement jusque vers 1930 et demeurera plus ou moins stationnaire jusqu'en 1947 environ, ainsi qu'il en découle de la lecture de : "Les relations économiques extérieures des pays d'Afrique noire de l'Union Française 1925-1955" de J.J. POQUIN (17).

La période d'après-guerre, allant de 1946 à 1958 pratiquement, sera marquée par une augmentation quantitative et qualitative de la scolarisation : une progression socio-économique en découlera, accélérée par les réformes qui bouleverseront le secteur politique (représentation au sein des Assemblées françaises, anglaises), public (accession de certains autochtones à des postes de maîtrise).

Le secteur primaire sera par contre toujours négligé, ou plus exactement, toujours ignoré malgré la revalorisation ponctuelle commencée, pendant l'étape coloniale, par l'introduction des cultures industrielles qui ramèneront l'homme de sexe masculin au travail permanent de la terre. La résistance du secteur privé, le refus de ce dernier de suivre les réformes réalisées par le secteur public contribueront à la stagnation du niveau de vie du travailleur de chantier et, par ricochet, à la stagnation du niveau de vie du paysan ainsi privé d'une certaine clientèle (18).

La position sociale du paysan africain ira, "mutatis mutandis", empirant.

Ainsi un fossé de plus en plus grand se trouvait-il creusé, au seuil de l'indépendance retrouvée: LE TRAVAIL DE LA TERRE ETAIT DEvenu PAR DEFINITION LE TRAVAIL LE PLUS SUBALTERNE DE L'AFRIQUE INTERTROPICALE, ET PARTANT, LE PLUS ABHORRE, LE PLUS AVILISSANT. Ainsi prirent des dimensions démesurées ce stoïcisme, cette apathie, cette force d'inertie, caractéristiques principales du paysan intertropical. C'est pourquoi le paysan intertropical est-il de nos jours un malade de la société, qu'il faut avant tout guérir. Alors seulement

il pourra se retremper dans le circuit de rénovation du monde agraire : les efforts déployés jusqu'à ce jour porteront leurs fruits et le "take off" du monde rural s'opèrera, lequel n'a pu, depuis huit ans, réellement s'effectuer malgré la volonté actualisée tant par les jeunes Etats africains eux-mêmes que par l'assistance de certains pays développés.

X
X X

2ème POINT : LE COMPORTEMENT D'AUCUNS ETRANGERS

Une autre cause nous semble tout aussi importante : les comportements et attitudes d'aucuns étrangers vis-à-vis des populations du tiers-monde en général et du paysan en particulier. Attitudes et comportements de type colonial, matérialisés essentiellement par le tutoiement de l'homme des pays assistés par l'homme des pays assistants. Tutoiement dont nous notons la persistance dans notre dernier travail consacré à la jeunesse scolaire gabonaise (19) et dont déjà nous disions en 1960-61, dans notre étude des facteurs d'intégration et de désintégration du travailleur gabonais à son entreprise, qu'il "est fort "péniblement subi non seulement par les employés scolarisés mais "encore par les éléments analphabètes (et qu'il) déclanche chez "l'Africain de la rue un sentiment d'agacement" (20).

Lorsque certains jeunes des pays assistants, actuellement envoyés dans le Tiers-Monde pour former le paysan intertropical adoptent de semblables manières d'agir et d'être ;

alors ce qui sera enseigné au paysan pour le développement socio-économique, pour la modernisation et l'animation du monde rural, risque d'être mal assimilé ou même de ne l'être point du tout, ou même d'être purement et simplement refusé avec discrétion bien sûr mais avec non moins de force d'inertie, parce que les éléments fondamentaux de la réceptivité et du dialogue sont détériorés.

X
X X

3ème POINT : LE COMPORTEMENT DES CADRES AUTOCHTONES VIS-A-VIS

DU PAYSAN ET LA TENDANCE CHEZ L'ELITE INTELLECTUELLE AFRICAINE

A EVITER LES NOMINATIONS A DES POSTES EN MILIEU RURAL.

Si les comportements d'aucuns éléments étrangers amènent le paysan à se replier sur lui-même, les comportements d'aucuns autochtones aboutissent à des effets semblables.

En effet, une stratification existe, née, avons nous dit plus haut, de la scolarisation. Au bas de l'échelle : l'analphabète, le paysan donc. Stratification qui se concrétise par les airs de maître que, spontanément le plus souvent, avec calcul parfois, les employés - surtout lorsque leur qualité est suivie de l'épithète : ADMINISTRATIF - adoptent pour étonner le villageois. Attitudes dont nous soulignons, ^{en} 1964, les méfaits dans "Contribution à la connaissance et compréhension des populations rurales du nord-est du Gabon" (21). Tant que les cadres administratifs autochtones auront à l'égard du paysan des attitudes et comportements de type maître-serviteur (airs de grand maître ; déplaisir de travailler manuellement lorsque même ou l'exemple à donner ou la profession exercée l'exige ; visites des seuls

villages dotés d'une "habitation de passage" (22) convenable, de routes assez facilement carrossables et d'une population flagorneuse...) - cette "désaffection très générale des populations rurales" africaines dont parle R. DUMONT, subsistera (23).

Un dernier facteur humain qui déjà dans une certaine mesure contribue et bientôt contribuera puissamment à retarder la progression du paysan - si toutefois dans chaque Etat le gouvernement n'y remédie à temps - c'est la tendance, constatée chez la quasi-totalité sinon la totalité des travailleurs africains diplômés des facultés et grandes écoles occidentales, à rechercher presque systématiquement l'exercice de leur profession dans les grandes villes seulement, et, de préférence, dans la capitale, à éviter en d'autres termes les nominations et affectations à des postes en milieu rural : on n'hésitera point alors ou à faire écarter une affectation "en brousse", ou à prêter à la direction des intentions malveillantes. Or, dans chacun des jeunes Etats de l'Afrique Intertropicale actuelle, outre la capitale, le nombre des grandes villes dans le sens plein du terme ne dépasse guère deux, voire un. On aboutit ainsi à une concentration au fil des ans augmentée des "cerveaux" en un ou deux seuls endroits en général, dans la capitale en particulier, et à la présence de cadres parfois techniquement médiocres là où précisément le développement parce que en retard par rapport au reste du pays exige des responsables réellement compétents (24). L'écart séparant le monde urbain et le monde rural ne peut que croître, abîmant ainsi la modernisation des rapports entre le paysan et la terre, et, partant, l'évolution générale.

Si l'on ajoute que cette tendance s'observe également chez les cadres africains techniquement moyens et chez les étudiants actuellement en Europe, alors on mesure les dimensions réelles du danger qui menace la croissance socio-économique des pays à urgemment développer.

4ème POINT : L'INFECONDITE "CONGENITALE" DE L'INFRASTRUCTURE

MATERIELLE.

Pour que le "décollage" du monde rural puisse s'effectuer pleinement, il faut, outre l'examen des facteurs humains nuisibles à une évolution rapide de ce dernier, (25), rechercher les tares - s'il en existe - qui rendent MORBIDE, donc plus ou moins efficiente, l'infrastructure servant de support et, dans une large mesure, de génératrice aux comportements et attitudes du paysan. En effet, de même que, pour l'être humain pris, soit isolément, soit, et de préférence, en tant que SOCIUS, - en donnant à ce dernier terme tout son sens sociométrique, - il existe, d'une part, une pathologie somatique objet des études et recherches médicales, d'autre part, une pathologie mentale (psychiatrie, psychanalyse, etc...) ; de même, pour l'être humain considéré en tant que homo oeconomicus, expression insatisfaisante que nous préférons remplacer par celle, néologique, de "SOCIUS OECONOMICUS", il devrait exister, d'une part, une pathologie mentale qu'il reste à délimiter et qui ne coïncide pas du tout avec celle du socius, et, d'autre part, une pathologie que, faute d'un terme ou d'une expression couchant exactement notre pensée, nous appellerons pathologie infrastructurelle, ou encore pathologie de l'infrastructure socio-économique, discipline dont les dimensions ne sont pas encore délimitées. La conjugaison de ces deux disciplines permettrait d'appréhender, de comprendre et d'expliquer dans leur profondeur et totalité les phénomènes de la désorganisation de la vie socio-économique, toutes causes rendant morbides et partant stériles ou tout au moins peu féconds pour cette économie de marché à laquelle on veut adapter la vie paysanne intertropicale les rapports entre l'homme et la terre.

Abstraction faite de l'expérience sur le monde rural apportée par dix années d'attention consacrée aux problèmes sociaux de l'Afrique notamment équatoriale (Gabon, Congo-Brazzaville) ; sept mois consécutifs de travail de terrain, au Gabon,

en 1963, avec une équipe de huit employés dont un topographe, nous ont permis d'apercevoir les tares d'ordre infrastructurel qui sont comme autant de poids entravant la progression de l'économie rurale. "Contribution à la connaissance et compréhension "des populations rurales du nord-est du Gabon" n'est, somme toute, que l'exposé des différents phénomènes qui désorganisent et rendent morbide la vie paysanne, qui rendent donc INOPERANTS tous les efforts que l'on a jusqu'ici entrepris et que l'on entreprendra pour changer - dans le sens fort du terme - la condition du villageois africain. De ces phénomènes morbides d'ordre infrastructurel il est un qui semble être comme la source de tous les autres : c'est la déficience du réseau routier.

LE RESEAU ROUTIER, EN EFFET, DETERMINE, DANS UNE LARGE MESURE, LES DIFFERENTS TYPES DE VILLAGES INTER-TROPICAUX ET LES MENTALITES ET ECONOMIE QUI CORRESPONDENT A CES DERNIERS.

Là où les routes sont quasi inexistantes et peuvent être plutôt appelées pistes - et, avec précision, pistes non carrossables - les villages, tout au moins dans la zone forestière, sont du type que nous avons appelé I, le plus archaïque. Cases-habitations-cuisines; soudure entre champs-d'arrière-cuisine et plantations; éventail peu large des variétés cultivées; civilisation davantage close qu'ouverte; brassage inter-ethnique nul; tendance au monolithisme comportemental tant sur le plan religieux que politique; atypicalité nulle, le groupe réprimant sévèrement tout anti-conformisme; etc..., économie d'auto-consommation et d'auto-subsistance; surfaces cultivées les plus petites du pays; port vestimentaire des plus sobres; niveaux de vie se réduisant parfois à une civilisation de cueillette, parfois à une civilisation de troc; aspirations peu élevées; contacts extragroupaux fort réduits; mentalité dont le stoïcisme, la force d'inertie, l'immédiateté sont une des dimensions ; tels sont les critères de ce type de village. La ville est pour une telle population à la fois éclairante et déséquilibrante ; l'exode, une fois amorcé, ne s'arrêtera presque jamais tant l'écart entre la ville et le village de type I est grand.

A mesure que l'état des routes s'améliore, la transition se fait des villages de type I à des villages de type II

Les cases-habitations-cuisines subsistent, mais le nombre de cases-habitations l'emporte nettement ; l'éventail des cultures vivrières s'élargit en même temps que se dessine un passage de l'économie de subsistance à une économie de marché, d'une part, d'une civilisation davantage close à une civilisation davantage ouverte, d'autre part ; le brassage inter-ethnique a un taux très faible et est caractérisé notamment par la para-matrimonialité, le groupe demeurant encore fort hostile à l'admission dans son sein d'éléments étrangers à l'ethnie et aux clans frères ; le monolithisme subsiste, mais déjà moins intransigeant : v.g. la chapelle du village sera ou protestante ou catholique, ou musulmane, mais il n'y aura pas deux chapelles de religions différentes bien que la présence d'éléments de croyance opposée ou contraire soit tolérée par le groupe à condition que cette présence ne cherche nullement à s'imposer ; le monolithisme politique aura une même intensité et une même coloration que le religieux ; l'atypicalité est en conséquence tolérée surtout pour ce qui concerne les moeurs : on désapprouve, néanmoins on subit car ce sont là habitudes des gens de la ville, diront dans leur stoïcisme les têtes grises du village, partagées entre cette admiration que déclanche " l'éclat " du citadin frais débarqué et cette désapprobation, voire colère et jalousie, cachée, que provoque le défi lancé à l'ancestralité, donc au sacré, par la profanité de l'homme de ville ; il y aura exode chez les jeunes, mais, à la différence de la jeunesse des villages de type I, ces derniers reviendront au village de type II, sorte de havre où l'on vient soit refaire ses forces, soit pour échapper aux tracas inhérents au chômage des "grandes" localités, etc... lorsque la ville déçoit depuis déjà assez longtemps ; etc...

Lorsque les routes sont, et de façon constante, bien entretenues et par conséquent passantes ; alors on assiste ça et là à la naissance de villages de type III, sortes de bourgades qui sont comme autant de relais, autant de points exerçant sur les villages de type I et de type II une attraction, bien sûr, faible, mais certaine. Presque plus de cases-habitations-cuisines, et, lorsque celles-ci subsistent, elles ont alors un rôle d'habitation secondaire pour la famille et les étrangères entre autres, lorsque le chef de famille cède aux hôtes de marque sa case-habitation. La régularité topographique du village n'est plus respectée comme dans les villages de type I et de type II ; les plantations

sont, de même que dans les villages de type II, éloignées du "falga" ou jardin-d'arrière-cuisine. Variété plus grande des espèces cultivées, mais présence également de champs vivriers à monoculture ; prédominance d'une économie davantage de marché que de troc ; brassage inter-ethnique caractérisé encore par une certaine para-matrimonialité, ayant néanmoins un certain taux d'unions légales ; pluralisme religieux matérialisé par la présence d'au moins deux chapelles de religions différentes ; pluralisme dans les opinions politiques même si le parti unique - désapprouvé généralement par l'Occident mais qui pour l'Afrique actuelle est, à notre avis, une quasi nécessité vitale - subsiste ; atypicalité, etc... ; bref, bouleversement de la topographie, indice et révélateur du bouleversement de la mentalité, des mœurs et des croyances, par rapport à l'ancestralité : telles sont les caractéristiques du village de type III.

IL VA SANS DIRE QUE LA ROUTE EST UN FACTEUR FORT DETERMINANT NON SEULEMENT DES RAPPORTS ENTRE L'HOMME ET LA TERRE, MAIS DU DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE EN GENERAL.

Le tableau suivant des champs étudiés au Gabon en 1963 illustre hautement la précédente affirmation qui est, somme toute, une constatation .

DISTRICT	: Nombre :	SUPERFICIE (ares) :	Moy- : Médiane :	Interquartile :
	: de par- celles :	la + petite :	la plus grande :	enne : ane :
NDJOLE	: 81	: 2,69	: 128,49	: 32,74 : 29,71 : 20,29 à 43,1
BOOUE	: 95	: 6,23	: 95,98	: 29,39 : 25,01 : 18,45 à 40,6
MAKOKOU	: 138	: 4,60	: 64,26	: 24,56 : 22,19 : 17,71 à 29,7
MEKAMBO sans pygmée	: 47	: 7,59	: 80,27	: 18,01 : 15,80 : 12,75 à 20,3
MEKAMBO avec pygmée	: 61	: 5,25	: 80,27	: 17,04 : 14,87 : 12,40 à 19,7
Villages-témoins	: 124	: 20,36	: 118,96	: 48,76 : 43,37 : 36,46 à 57,8
Total	: 485			plantations vivrières, plantations pygmées exclues
				: 499 plantations vivrières, plantations pygmées incluses

Dudit tableau se dégagent, en effet, les deux faits :
patents suivants :

- 1°/- la diminution progressive des moyennes, des médianes et des interquartiles des surfaces cultivées à mesure que l'on s'éloigne de NDJOLE notre point de départ , à mesure donc qu'on s'éloigne de la capitale ; NDJOLE, notons-le, étant à 250 kms de Libreville et les derniers villages étudiés du district de Mékambo situés à la frontière du Congo étant à 950 kms de la capitale.

En effet, si nous prenons comme base de pourcentage les superficies du district de NDJOLE, nous avons des moyennes la ventilation ci-après :

- NDJOLE	moyenne	32,74 ares	équivalant à 100%	des surf. de NDJOLE
- BOOUE	"	29,39	"	89,76% "
- MAKOKOU	"	24,56	"	75,01% "
- MEKAMBO	"	18,01	"	55% "
	(sans pygmée)			
- MEKAMBO	"	17,04	"	52,04% "
	(avec pygmée)			
- VILLAGES-TE-		48,76	"	148,93% "
	MOINS			

- 2°/ - La grandeur des surfaces cultivées dans les villages-témoins indique, dans le cadre économique du Gabon, l'existence d'une économie de marché, alors que les surfaces des plantations vivrières du district de Mékambo révèlent une économie d'auto-consommation ; entendu que lesdits villages-témoins (Amanengone et Nkog-Mbone) ont été choisis parce que primo situés à quelque deux cents kilomètres de Libreville, secundo desservis tous les deux par la route la plus passante du Gabon (Libreville - Lambaréné), tertio ravitaillant l'un un chantier forestier, le second notamment Libreville et Lambaréné.

Si, en effet, nous choisissons maintenant comme point de comparaison les surfaces cultivées des villages-témoins, nous avons la distribution suivante :

	<u>moyenne</u>		
- VILLAGES-TEMOINS	48,76 ares	= 100%	des surf. des villages-témoins
- NDJOLE	32,74	67,14%	"
- BOOUE	29,39	60,27%	"
- MAKOKOU	24,56	50,36%	"
- MEKAMBO (sans pygm)	18,01	36,93%	"
- MEKAMBO (avec pygm)	17,04	34,94%	"

Ne pouvant dans le cadre d'un tel exposé revenir sur tout ce que nous disons dans plus de cent pages sur le réseau routier, dont l'état conditionne, détermine, canalise, limite, étreint l'univers rural et l'enserme comme dans de sortes de corsets, reproduisons ici quelques-unes de nos conclusions et de nos suggestions :

A/ - CONCLUSIONS :

- a/ - l'étendue des champs cultivés par les paysans nord-est du Gabon est fonction des possibilités de commercialisation offertes à ce dernier.
- b/ - Ces possibilités de commercialisation sont, elles, fonction de l'infrastructure économique, du réseau routier notamment... (page 132 op. c.)
- c/ - L'examen des produits que renferment d'une part les 429 parcelles de falga (ou jardin-d'arrière-cour) et les 540 champs, d'autre part, dénombrés de façon exhaustive nous a progressivement conduit à la découverte et à l'appréhension d'une régularité tendancielle socio-économique, à savoir que : les populations étudiées passent progressivement, - des villages-témoins aux confins du nord-est du Gabon -, d'une économie davantage de marché à une économie davantage de subsistance.
- d/ - En dotant le Gabon, pour les liaisons internes, d'un réseau aérien record (plus de cent terrains d'aviation pour un territoire de 267.000 km²) dont nous ne cherchons nullement à minimiser le RÔLE EMINENT CAPITAL dans la vie économique du territoire ; l'on a, sans l'avoir recherché, contribué à la stagnation du monde rural au Gabon, et par voie de conséquence à la stagnation du développement économique. En effet, si l'avion, au Gabon, permet "des liaisons extrêmement rapides entre toutes les localités du pays, même les plus reculées, assure les "liaisons politiques, dessert les chantiers "forestiers, et les exploitations minières, assure de "multiples transports de fret et de passagers entre la "côte et l'intérieur" (26), il ne transporte et ne peut valablement transporter ni le paysan dont le revenu an-

Gabon, les liaisons et échanges nécessaires au monde commercial, industriel, forestier, politique, bref, MODERNE, l'avion supprimait au réseau routier son "modus vivendi" et sa raison d'être, c'est-à-dire, les impératifs (v.g. son entretien, son extension) qu'il imposait tant qu'il était, avec la rivière et le fleuve, les seuls moyens de liaison. Devenu de moins en moins utile au regard du monde des affaires, le réseau routier, çà et là, ne fut ni amélioré, ni même en certains tronçons suffisamment entretenu, (dans le district de Mékambo notamment, et dans l'Ogooué-Ivindo, en général). Districts où l'impact de l'état des routes est révélé par le prix kilométrique élevé des articles transportés. Bref, les communications entre villages ne se trouvèrent pas suffisamment améliorées au fil des ans ; le passage de l'économie de subsistance (comportant une faible économie de marché) à une économie de marché à tendance de plus en plus prospective ne put s'opérer dans ces régions.

- e/ - Si les conditions matérielles nécessaires à l'intégration du du paysan à la terre et à son champ demeurent dans les années à venir ce que présentement elles sont (état défectueux des routes, dignité de la personne humaine, etc...), il faut alors craindre que les actuels efforts de modernisation de l'agriculture n'aboutissent à des échecs plus ou moins totaux et généralisés tel dans le Moyen-Ogooué, où dans bien des plantations "la végétation forestière a complètement repris le dessus" (27 bis), tel à Djidji, où le paysannat n'a plus de paysannat que le nom", et où "seules les caféières derrière les casés sont entretenues par le villageois" (28). On ne saura jamais trop réfléchir sur cette pensée d'un de nos interviewés gabonais de 1960 : le travail intéresse l'homme lorsqu'on gagne quelque chose à son travail (29). Tant que le paysan...n'aura pas été doté des infrastructures nécessaires à la commercialisation honnête et rapide des produits de son travail, tant qu'il se sentira frustré dans le respect de sa dignité d'homme... ; - les efforts que déploieront les secteurs public et privé pour moderniser l'agriculture demeureront vains. La mentalité des individus est grandement conditionnée par ces infrastructures socio-économiques...(op. c. p. 117 - 118)

B/ - SUGGESTIONS :

Dans les pays sous-développés, tout Plan de Développement qui se veut réellement rationnel, opérant (c'est-à-dire dont l'objectif serait d'apporter, de manière de moins en moins inégale ou si l'on préfère de plus en plus égale, à toutes les couches sociales un profit) devrait, pendant sa période d'élaboration, se pencher de façon toute particulière sur les incidences d'une politique ou d'accroissement, ou de non-accroissement ou de délaissement du réseau routier. (op. c. p. 191-192).

UNE QUESTION ALORS SE POSE : POURQUOI CETTE DEFICIENCE QUASI GENERALISEE DU RESEAU ROUTIER DANS LES PAYS DU TIERS-MONDE ?

Pour y répondre, jetons un regard sur le réseau routier des pays occidentaux, sur celui de la France, v.g... De cette perception se dégage une théorie qui nous permettra de mieux comprendre et de résoudre le problème routier qui se pose aux pays en voie de développement.

Une première *constatation* est que les routes nationale partent toutes de la capitale, en réseau étoilé. Les départementales à leur tour forment un réseau étoilé qui a pour centre le chef-lieu de préfecture ; les vicinales partant, elles également, du centre du bourg.

Soit la nationale Paris-Rennes-Lorient, avant la décentralisation.

Que constate-t-on, en résumé ?

a/ - à mesure qu'on s'éloignait de Paris, à mesure aussi la largeur de la route diminuait, la qualité de la chaussée se dégradait, les tronçons à voies matérialisées étaient, toutes comparaisons bien faites, de moins en moins fréquentes: le tronçon Paris-Le Mans était et demeure, même après la décentralisation, de meilleure qualité et plus large que le tronçon Le Mans-Rennes, lequel, à son tour, l'est par rapport au tronçon Rennes-Hennebont, abstraction faite du récent auto-route Lorient-Hennebont : TOUT SE PASSE ALORS COMME SI LA CAPITALE - EN L'OCCURRENCE PARIS - EMET, - A

L'INSTAR DES ETRES VIVANTS, UNE SORTE DE SOUFFLE VIVIFIANT DONT L'INTENSITE, FONCTION DE LA CAPACITE THORACIQUE, S'AMENUISE A MESURE QUE LA DISTANCE GRANDIT ; LE POINT D'EMISSION, LE CENTRE DE PARIS, ETANT CONSIDERE POINT DE DEPART (km 0).

- b/ - Les chefs-lieux de départements, Le Mans, Rennes (30), ponctuant cette nationale Paris-Lorient sont comme autant de relais redonnant certaine vie et intensité au souffle de la capitale ; mais la puissance de transmission desdits relais est moindre : d'où dégradation progressive à partir de la capitale.

Le réseau ferroviaire, dans ses grandes lignes, n'échappe pas non plus aux lois déterminant l'état du réseau routier : l'électrification des voies, - de même que la création des premières auto-routes avant la décentralisation - a pour point de départ Paris.

ON PEUT DONC CONCLURE TOUT AU MOINS PROVISOIREMENT QUE

- a/ - à l'instar de tout souffle, le souffle des capitales-métropoles a une longueur déterminée. Celle-ci est fonction de différentes variables (dimensions de la ville ; densité démographique ; industries ; commerces ; activités de tous ordres qui sont établies dans ladite ville etc...)
- b/ - le rôle de relais joué par les chefs-lieux de départements peut, lui aussi, être pondéré, quantifié, à partir d'un nombre de variables qui peuvent finalement être déterminées ;
- c/ - à partir d'une certaine distance, la capitale-métropole ne peut plus exercer d'attraction. Ainsi se disloquèrent les grands empires. Ainsi s'expliquent dans une large mesure cet état de délaissement et de négligence, cette évolution au ralenti dont ont souffert, dans tous les pays, dans toutes les fédérations, certaines provinces. Ainsi comprend-on plus en profondeur la nécessité de la décentralisation.

Il y a là, disons-le avec insistance car pour les pays en voie de développement, il y a URGENCE ; il y a là une orientation, une spécialisation, une discipline à mettre sur pied si l'on veut que ne piétine pas la croissance.

socio-économique en général, si l'on veut que ne stagnent pas les rapports entre l'homme et la terre en particulier.

Disons, enfin, que des courants extra-métropolitains - métropole pris dans son sens de CAPITALE D'UN PAYS - arrivent à des villes frontalières qu'ils revitalisent : telles sont les villes de Marseille, Bordeaux, Nantes. Le long de la ceinture frontalière, on constate encore l'existence de sortes de villes-relais qui font bénéficier de leur souffle à la fois venu de la métropole et de l'étranger les agglomérations environnantes ; ainsi le long de la ceinture frontalière (maritime aussi bien que terrestre) aura-t-on des villes centralisatrices du souffle extra-métropolitain et qui par voie de conséquence réduisent la vitalité des villes qui les côtoient : telle semble être la condition de Lorient située entre Nantes et Brest, de la Rochelle sise entre Nantes et Bordeaux ; le développement de la côte méditerranéenne de la France peut être largement expliqué en partant de la capacité d'absorption et du pouvoir de transmission et de retransmission de la ville de Marseille :

On constate ainsi que les grandes villes frontalières dont nous venons de parler, de par leur pouvoir même d'absorption, se sont rendues inaptées au tourisme, au loisir et cèdent par la force même des choses le tourisme aux villes avoisinantes, abstraction naturellement faite du rôle prépondérant du climat. Ce n'est nullement un jeu du hasard que Deauville et Trouville, malgré l'inclémence du climat, soient des plages riches de France : le Havre, Caen, Rouen, la proximité relative de Paris : autant de coordonnées explicatives. La Baule doit son expansion à la proximité de Nantes et de Saint-Nazaire ; et Nice n'aurait probablement pas tout son éclat si Marseille, deuxième ville de France, n'était méditerranéenne.

EN CONCLUSION

LA CAPITALE EST COMPARABLE A UNE SORTE DE "SEME-A-TOUS-VENTS" AU SOUFFLE LIMITÉ. CES LIMITES SONT DETERMINEES PAR DES VARIABLES PONDERABLES, QUANTIFIABLES (ET QUI SONT D'ORDRE ECONOMIQUE, TOPOGRAPHIQUE (31), DEMOGRAPHIQUE, SOCIAL, CULTUREL ETC...).

LE SOUFFLE DE LA CAPITALE EST GENERALEMENT RELAYE PAR LES GRANDES VILLES INTERNES ; il est également, parfois, ou bien

secondé ou bien concurrencé par des souffles extérieurs, étrangers, extra-métropolitains, susceptibles de donner naissance à des métropoles (capitales) concurrentes au sein de l'Etat.

Si le souffle de la capitale n'est pas adéquatement relayé - et à partir d'une certaine distance il n'y a plus possibilité de relai - il y a alors ou bien surgissement d'un centre d'émission nouveau qui progressivement tendra à jouer le rôle de métropole : la scission est imminente ; ou bien une désorganisation généralisée et croissante conduisant à la perte du civisme, à la disparition chez le citoyen de la notion d'Etat (31 bis), au passage d'une économie "moderne" à une économie de plus en plus "archaïque", au passage de zones de plus en plus peuplées à des zones se vidant progressivement sous le jeu implacable d'une migration alors impossible à interrompre tant que les conditions d'infrastructure inhérentes à toute stabilisation des populations autochtones n'auront pas été réalisées.

X
X X

Ce que nous venons de dire des routes nationales demeure, toutes proportions gardées et toutes comparaisons bien faites, également valable pour les départementales et pour les vicinales. Car, nous en sommes convaincu, il y a des schémas infrastructurels plus ou moins favorables, et d'autres plus ou moins défavorables au développement. Et des schémas infrastructurels semblables façonnent, à la longue, chez les individus, des comportements, attitudes et réactions COMPARABLES.

A la lumière de cette théorie, la perception du côté pathologique de la situation des capitales-métropoles des pays en urgence de croissance économique devient aisée ; comme devient également aisée la saisie des incidences de la morbidité situationnelle des dites capitales. UN COUP D'OEIL SUR LA CARTE D'AFRIQUE. Le Caire, Tripoli, Tunis, Alger, Rabat, Nouakchott, Dakar, Conakry, Freetown, Monrovia, Abidjan, Accra, Lomé, Libreville, pour ne citer

que ces villes parmi les capitales portuaires et maritimes ; Niamey, Bamako, Bangui, Fort-Lamy, Kinshasa, Brazzaville, capitales à l'intérieur des terres ; toutes ont CETTE CARACTERISTIQUE D'ETRE EXCENTRIQUES. Seule Addis-Abéba, à quelques exceptions près, est REELLEMENT CENTRALE, SUIVIE DE Ouagadougou qui a manqué de l'être. Continuons : que ce soit Bata, capitale continentale, ou Fernando-Po, capitale générale, allions-nous dire, de l'ex-Guinée Espagnole ; que ce soit ou Saint-Paul-de-Loanda, ou Bissao ; la même "EX-CENTRALITE" pour ne pas dire EXCENTRICITE se retrouve. L'Afrique se révèle ainsi comme un continent essentiellement caractérisé par une EXCENTRICITE EXTRÊME DES CAPITALES. On ne peut pas alors, en toute objectivité, ne pas examiner en profondeur cette situation aussi généralisée que le sous-développement dont souffre l'Afrique.

Un regard rapide sur l'Amérique du Sud nous découvre l'excentricité de capitales comme Rio-de-Janeiro avant la création de Brasilia ; Montevideo ; Buenos-Aires ; Asuncion ; La Paz ; Lima ; Caracas ; etc... Mais notre ignorance des problèmes fondamentaux de ce continent nous oblige à arrêter là notre constatation. Et nous nous posons la question suivante : NE SOMMES-NOUS POINT, VU LES EFFORTS REALISES DEPUIS L'INDEPENDANCE - EFFORTS DONT NOUS AVONS PARLE PLUS HAUT - EN PRESENCE DE LA SOURCE PEUT-ETRE LA PLUS PROFONDE DE LA PERSISTANCE DU SOUS-DEVELOPPEMENT ? ... TANT QUE SUBSISTERA LA CAUSE - SI C'EST BIEN LÀ LA CAUSE ORIGINELLE - POURRA-T-ON ALORS REELLEMENT FAIRE DECOLLER L'ECONOMIE, LE DEVELOPPEMENT DES PAYS DITS DU TIERS-MONDE ?

Bien sûr, d'aucuns pays européens ont des capitales plus ou moins excentriques ; mais aucune ne présente l'excentricité extrême des capitales maritimes de tous les pays africains bornés partiellement ou par l'Atlantique ou par la Méditerranée, ou par l'Océan Indien ou par la Mer Rouge ; abstraction faite de Prétoria que nous préférons laisser de côté en raison de la vassalisation et exploitation des populations noires par la minorité blanche sud-africaine. En sus, l'apport des biens, produits et richesses coloniaux importés a vitalisé des villes périphériques telles Marseille, Nantes, Lorient, Bordeaux, qui, érigées ainsi en semi-capitales des pays colonisés, ont joué un rôle de villes-relais, introduisant de la sorte, pour ce qui concerne les pays ex-colonisateurs, bien des exceptions confirmant la régularité tendancielle de la déperdition progressive du souffle des capitales.

De nos analyses faites à partir des documents réunis en 1963 - dont nous avons parlé plus haut - nous aboutissons à la distinction de deux sortes de réseaux routiers inhérents l'un à la centralité, l'autre à l'excentricité de la capitale :

- a/ - UN RESEAU ETOILE : nous en avons parlé plus haut. C'est le réseau idéal pour un "take off" rapide, harmonieux, territorialement généralisé, DURABLE : il n'y a presque pas de "NO MAN'S LANDS" avec un tel réseau, si toutefois une planification de distribution des villes-relais est judicieusement établie;
- b/ - UN RESEAU EN EVENTAIL OU EN FAISCEAU : Un tel réseau comporte, - et c'est là un de ses traits essentiels, - une déperdition de "souffle" et, dans les régions frontalières les plus éloignées de la capitale, ou bien des "no man's lands" ou bien alors une population tournée vers le pays limitrophe lorsque le faible pourcentage de souffle reçu de la capitale par la dite population est moins fort que le pourcentage de souffle reçu des agglomérations étrangères avoisinantes : le témoignent l'attraction que le Congo exerça longtemps sur les populations gabonaises de Mékambo et des régions sud-est du Gabon, celle que le Cameroun et la Guinée Equatoriale ne cessent d'exercer sur les populations septentrionales du Gabon, et celle que le Ghana a exercé - nous ne savons pas ce qu'il en est présentement - sur les populations du Togo frontalier, pour ne citer que celles-là.

Chacun de ces deux réseaux imprime au développement, aux rapports entre l'homme et la terre son implacable empreinte.

L'histoire ancienne offre des exemples de capitales déplacées : Thèbes, plus à l'intérieur, remplaça Memphis; le port de Naucratis étant réservé au commerce avec l'étranger ; - Hébron, capitale, est abandonnée pour la forteresse de Sion, "point central et stratégique qui devint alors sous le nom de Jérusalem "la métropole religieuse et politique du peuple d'Israël" (33) ; - et ce n'est pas sans raison que le Brésil, allant dans le sens des impératifs socio-économiques qui s'imposaient à lui, forma BRASILIA au coeur du pays.

L'excentricité des capitales des pays récemment décolonisés répondait parfaitement à la notion de comptoirs de la période de la pénétration européenne. Comptoirs qui avaient pour rôle essentiel d'être d'abord points, puis zones de contact commercial entre l'Europe et l'Afrique, ayant pour fonction première l'évacuation des produits tropicaux. L'excentricité des capitales des

Etats sans frontière maritime était, elle, due à des rivalités européennes de prestige et d'expansion internationales : la rivalité entre Brazza et Stanley donna naissance à deux miradors qui devinrent Brazzaville et Léopoldville qui a retrouvé son nom de Kinshasa.

A présent que la situation coloniale a vécu, doivent également être révisées les infrastructures qui servaient de support à ladite situation. La position même de certaines villes secondaires, de certaines sous-préfectures et préfectures devrait être EXAMINEE. Citons à ce propos, au Gabon, la sous-préfecture de NDJOLE dont l'emplacement au relief tourmenté fut choisi, au siècle dernier, pour des raisons d'ordre stratégique (lutttes inter-ethniques) et parce que terminus du tronçon de l'Ogooué navigable depuis Port-Gentil. L'inconvénient actuel d'une telle situation provient essentiellement du relief et de la topographie qui empêchent toute extension possible de la "ville". Citons également la préfecture de Lambaréné, agglomération insulaire autrefois appelée ADOLIN'ANONGO, nom composé qui signifie littéralement : qui observe les ethnies étrangères ; c'est-à-dire : lieu d'où l'on observe les allées et venues des ethnies ennemies. Sa position de très petite île aujourd'hui entièrement occupée, baignée par le fleuve Ogooué, d'extension donc impossible, communiquant avec le reste du Gabon au moyen de bacs seulement (la jetée de ponts dans l'immédiat et dans un proche avenir étant chose impossible, vu la largeur de l'Ogooué et le coût financier de pareille réalisation) complique les relations administratives, professionnelles, commerciales des populations environnantes non insulaires, est, pour les enfants écoliers desdites populations, source de retards, d'absences, notamment pendant les crues annuelles de l'Ogooué dont les inondations sont quelquefois telles que la vie même de Lambaréné se trouve ralentie parfois pendant un mois.

Quels avantages présenterait un déplacement de capitale sur le plan socio-économique et quant au monde rural et au développement en général ?

Du point de vue économique, les impératifs inhérents à toute capitale joueraient bon gré mal gré : calcul

des salaires comme des prix à partir des exigences de la capitale ; calcul du prix kilométrique des transports à partir du km 0 devenu central (de la capitale aux frontières alors les plus éloignées la distance serait réduite au maximum de moitié) ; le paysan ne sentirait plus de la même manière le poids du prix de son déplacement ; de la capitale aux frontières la création d'artères routières aurait davantage de raison d'être et paraîtrait peser moins lourdement sur le monde financier. En outre, le transport des produits manufacturés destinés au villageois aurait - ET CECI EST TRES IMPORTANT - un trajet moins long à parcourir : l'écart des prix de ces derniers par rapport aux prix pratiqués à la capitale serait moindre, peut-être même insignifiant : le monde rural en tirerait un profit ENORME ; les prix des produits cultivés par l'agriculteur, tout en demeurant inchangés à la ville, pourraient être augmentés au niveau de la mercuriale départementale et sous-préfectorale grâce à la baisse des frais de transports concomitante à la diminution des distances entre les différents villages et la CAPITALE. Le monde rural en tirerait un profit énorme, et l'accroissement du niveau de vie du paysan, conséquence du changement des rapports entre l'homme et la terre déclenché par la situation alors centrale de la CAPITALE (34), entraînerait du fait même l'augmentation du niveau de vie national, le passage d'une civilisation davantage close à une civilisation davantage ouverte, le brassage accéléré des ethnies, bref la formation de la nation. Secteurs privé et public en bénéficieraient inévitablement.

Il va de soi que la promotion de ces capitales au réseau non plus en éventail ne pouvant généralement dépasser 180° d'ouverture, mais ETOILÉ, est une réalisation à long terme, constituée de plusieurs étapes. Elle devra être progressive, partant de l'essor particulier que l'on donnerait à la ville ou au centre administratif ou à l'emplacement CHOISI par un groupe de spécialistes.

Disons, enfin, pour terminer, qu'un terrain imposé pour des raisons de tous ordres (population d'une région à gagner à une cause politique v.g.) ; qu'un volume de crédits nettement insuffisant ; que la recherche de résultats immédiats, laquelle risque de freiner chez les demandeurs un financement, au départ, efficace, - alors que, en agriculture, les expériences sont un travail à long terme ; etc... autant de facteurs qui peuvent être

à l'origine de l'échec d'une expérience en matière agricole. Le temps exigé par une seule expérience agricole donnée étant parfois de plusieurs années ; une décade est vite révolue et sans résultats concrets, parce que le spécialiste s'est, v.g., laissé entraîner à un premier essai sur un terrain imposé, à un deuxième sur un autre terrain, terrains que, en secret, il savait, au départ, inappropriés. Ainsi renforce-t-on, malgré soi, le préjugé à savoir que l'Afrique au Sud du Sahara ne peut pas s'ouvrir à une agriculture de type moderne. C'est ici que doivent entrer en jeu ces devoirs d'ordre professionnel, ces impératifs catégoriques, cette déontologie, face auxquels, tant pour son propre bien moral et social que pour celui du demandeur, aucun chercheur, aucun organisme de recherche ne doit à aucun prix et à aucun moment hésiter. Et parmi ces devoirs s'inclut celui de ne jamais s'engager dans une entreprise, de ne jamais entreprendre une recherche qui, on le sait, inévitablement échouera parce que tel ou tel facteur, condition sine qua non de la réussite, fait défaut, parce que tel(s) et tel facteurs défavorables voire nuisibles n'ont pas été préalablement éliminés (35). La mise sur pied d'une déontologie du chercheur et de la recherche scientifique s'impose donc. Son élaboration pourrait être conjointement menée par des organismes internationaux tels l'U.N.E.S.C.O., l'O.C.A.M., les principaux organismes de recherche oeuvrant outre-mer. Une telle charte faciliterait le dialogue entre, d'une part, les gouvernements des pays en voie de développement et, d'autre part, les organismes de recherche des pays assistants. Lors, v.g., de l'établissement d'une convention concernant telle recherche à entreprendre, un report discret à une telle charte ^{off} ^{elle} préserverait les susceptibilités des uns et des autres, éliminerait rapidement le subjectivisme et les comportements politiquement ambigus, permettrait aux parties engagées d'opérer avec davantage de lucidité, d'objectivité et d'efficacité.

Tels sont les prolégomènes que dix années d'attention suivie et intense nous ont dictés et sans lesquels tout développement social, économique, culturel, technique, scientifique etc... dans les pays en voie de croissance économique ne saurait être HARMONIEUX, c'est-à-dire contribuant EGALEMENT à l'expansion

aussi bien du monde urbain que des zones rurales les plus éloignées de la capitale, - épargnant, en d'autres termes, aux jeunes Etats du Tiers-Monde ces "no man's lands" frontaliers à économie d'auto-subsistance tournés parfois davantage vers l'Etat limitrophe que vers leur propre Etat. (1)

- (1) Conférence faite au Deuxième Congrès Mondial de Sociologie Rurale, à l'Université de Drienerlo (Enschede, Hollande) en 1968; publiée sous le titre DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE ET LES RELATIONS HOMMES-TERRE (Sociologia Ruralis, vol. VIII n° 3-4 1968, pp. 305-329) traduit en polonais et publiée in "ROCZNIKI SOCJOLOGII WSI", 9th, par INSTYTUT FILOZOFII I SOCJOLOGII, POLSKA AKADEMIA NAUK, Varsovie.
-

NOTES DU TEXTE

(1) - Citons entre autres :

- Paysans d'Afrique Occidentale, de H. LABOURET (1941), ethnologue
- Paysans du Sénégal, de P. PELISSIER (géographe)
- Campesinos de los Andes, de O. FALS BORDA (sociologue)
- La comunidad y la reforma agraria, de T. LYNN SMITH
- L'homme et la terre, de G.A. KOUASSIGAN, juriste
- De l'Atlantique au fleuve Congo, de G. SAUTTER, géographe
- Les économies paysannes malgaches du Bas-Mangoky, de P. OTTINO, (économiste)
- Fokon'olona et collectivités rurales en Imérina, de CONDOMINAS, ethnologue
- Essai sur les lignes principales du développement agricole africain et sur les obstacles qui le freinent, de R. DUMONT (agronome)
- Etude de la région économique de la Ngounié-Nyanga, par le B.D.P.A.
- Etude des structures zonales du développement rural (au Gabon), par le B.D.P.A., la S.E.D.E.S. et le S.M.U.H.
(18 volumes)

(2) - DUMONT (R.) : Essai sur les lignes principales du développement agricole africain et sur les obstacles qui le freinent. (UNESCO, 1964).

(3) - FOUILLEE (A.) : La psychologie du peuple français ; PARIS, 1898 ; p. 26.

(4) - SELIGMANN (C.G.) : Races d'Afrique ; traduction de G. MONTANDON ; 1935 ; PARIS ; p. 177 - 178.

(4 bis) - BALANDIER (G.) : la vie quotidienne au royaume de Kongo du XVI^{ème} au XVIII^{ème} siècle (Hachette, PARIS, 1965) ; pp. 103, 258 ; - 268.

(5) - MERCIER (p.) : Civilisations du Bénin (Editions Modernes Illustrées, 1962, PARIS) ch. II

(6) - CORNEVIN (R.) : Histoire de l'Afrique Noire ; Payot, PARIS, tome I, 1962 ; tome II, Payot, PARIS, 1966

- (7) - VANSINA : the Kingdoms of the savanna (1963-1964) ; trad. franç. par J. Taminiaux (Univ. Lovanium ; collect. Etudes sociologiques n° I) p. 36.
- (8) - DIOP (Cheikh-A.) : L'Afrique Noire Précoloniale (Présence Africaine, Paris, 1960) p. 58
- (9) - DIOP (Cheikh-A.) : Ibid. p. 12. cf. également P. 30- 40 et p. II les 3 derniers alinéas.
- (10)- DIOP (Cheikh-A.) : Ibid. p. 76
- (11)- KI-ZERBO (J.) : L'Afrique violente ou partenaire ? (Prés. Africaine, n° 48, 1963 ; p. 33) Conférence Prononcée aux "Rencontres Internationales".
- (12)- CORNEVIN (R.) : op. c; p 12, tome II, 1966
- (13)- KI-ZERBO (J.) - Le monde africain noir (Hatier, Paris, 1963) p. 26.
- (14)- CORNEVIN (R.) op. c. t. II, p. 12).
- (15)- Nous avons traité ce problème dans "Facteurs d'Intégration et de désintégration du travailleur gabonais à son entreprise" (1ère édition, ronéo, 1960-1961 ; 2ème édition : Cahiers ORSTOM, SC. Hum. Vol. I, I. 1963.)
- (16)- Nous avons examiné plus amplement ce problème in : "Contribution à la connaissance et compréhension des populations rurales du nord-est du Gabon" ch. IV le monde rural face au monde urbain ou le conflit de deux mentalités ; dans également "comportements et attitudes de la jeunesse scolaire gabonaise" tome I pp. 38 - 48 (ORSTOM)
- (17)- POQUIN (J.J.) : op. c. ; (Armand Colin, Paris, 1957) p. 34 dernier alinéa surtout et p. 38.
Dans son dernier ouvrage, "Le tiers-monde dans la politique internationale" (Aubier, Paris 1968), R. BOSCH écrit : "Ainsi l'Inde a demandé à des historiens de faire le bilan des profits que l'Angleterre avait tirés de 150 ans de domination coloniale. De ces études il ressort que l'Inde vers 1750 était sensiblement au même développement que les pays d'Occident" (p. 14).
- (18)- BIFFOT (L.) : Facteurs d'Intégration et de Désintégration du Travailleur Gabonais à son Entreprise (ORSTOM, 1963) voir notamment les passages consacrés à la hiérarchisation des salaires.

(19)

(19) - BIFFOT (L.) : Comportements, attitudes et niveaux d'aspirations de la jeunesse scolaire gabonaise (ORSTOM, LIBREVILLE, 1967) p. 10

(20)

(1) - BIFFOT (L.) : Ibid. (2ème édition p. 120)

(21) - BIFFOT (L.) Contribution à la connaissance et compréhension des populations rurales du nord-est du Gabon (ORSTOM, ronéo, 1964) ch. IV notamment.

(22) - Les hôtels étant une exclusivité de la ville ; dans les villages sont construites, de façon générale, par la population, des maisons que les fonctionnaires occupent lors de leur passage. Seuls les villages peuplés en sont dotés ; et ordinairement il y a alors, dans ce cas, une seule case.

(23) - DUMONT (R.) : op. c. p. 37.

(24) - Un roulement des fonctionnaires peut être établi après étude de ce problème par des spécialistes. Un calendrier, au sens large du terme, serait alors mis sur pied. v. g. Tout fonctionnaire débutant, sauf si sa spécialité ne peut réellement pas être exercée en brousse, ferait un temps déterminé en milieu semi-urbain, voire en milieu rural.

(25) - L'ouvrage cité ci-dessus de R. DUMONT peut être consulté sur les facteurs qui freinent le développement des pays sous-développés.

(26) - cf. "Investissements au Gabon" (Direction de l'Information, LIBREVILLE), p. 21.

(27) - cf. notre ouvrage sur le travailleur gabonais (déjà cité)

(27) - Rapport Annuel du Service gabonais de l'Agriculture (année 1960, Ministère de l'Agriculture, Libreville) p. 19.

(28) - Rapport Annuel 1961 du Service Gabonais de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture, Libreville) p. 148 dernier alinéa.

- (29) - BIFFOT (L.) : Facteurs d'intégration et de désintégration... (2ème édition) p. 106.
- (30) - La Nationale que nous avons choisie par souci de ne parler que de ce que nous connaissons ne passe pas par le chef-lieu départemental dont dépend Lorient
- (31) - Le relief peut parfois jouer le rôle d'écran.
- (32) - Un coup d'oeil d'ensemble sur le réseau actuel des autoroutes de France permet de constater que les zones les mieux nanties sont les frontalières du nord-est, de l'est et du sud-est, et que les plus défavorisées sont les frontalières atlantiques, régions sur lesquelles, précisément, aucune métropole extranationale ne peut exercer quelque attraction profonde, distrayant ainsi SERIEUSEMENT et même de façon inquiétante de l'attraction exercée par PARIS en particulier et par la France en général le regard des populations françaises de l'Ouest, plus ou moins riverain~~e~~ des eaux atlantiques.
- Le réseau auto-routier français révèle ainsi le jeu d'impératifs politico-économiques de premier ordre.
- (33) - VIDAL-LABLACHE : Atlas historique et géographique (Armand-Colin, 1960)
- (34) - cf. notre ouvr. Contribution à la connaissance et compréhension des populations rurales du nord-est du Gabon (déjà cité) p. 222.
- (35) - BIFFOT (L.) : Situation actuelle de la recherche scientifique au Gabon et essai d'une déontologie du chercheur et de la recherche scientifique en Afrique.
-

COLLECTION " **S**CIENCES **H**UMAINES **G**ABONAISES "

Articles & Communications Sociologiques

(1962 - 1972)

par Laurent BIFFOT

Publié par le CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE & TECHNOLOGIQUE (CENAREST) dans le cadre de l'INSTITUT DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES (I.R.S.H.) (Ministère de la Recherche Scientifique chargé de l'Environnement & de la Protection de la Nature).

Mai 1977

Biffot Laurent (1977)

Prolégomènes à toute évolution socio-économique du monde rural dans les pays en voie de développement et particulièrement en Afrique intertropicale (année 1968)

In : Articles et communications sociologiques (1962-1972).
Libreville : CENAREST, 34-65 multigr.(Sciences Humaines Gabonaises)